

Décision n°2013 - 000161/ARCEP/SG/DGSN  
portant modification de la Décision n°2013-  
000144/ARCEP/SG/DGSN portant sur l'ouverture d'un  
numéro 80 00 11 70 attribué au Ministère des Droits  
Humains et de la Promotion Civique.

LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES  
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)

- 
- VU la Constitution ;
  - VU le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
  - VU le décret n°2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
  - VU le décret n° 2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
  - VU l'acte additionnel A/SA 1/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à l'harmonisation des politiques et du cadre réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
  - VU l'acte additionnel A/SA 3/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif au régime juridique applicable aux opérateurs et fournisseurs de services ;
  - VU la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ;
  - VU le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
  - VU le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
  - VU le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
  - VU la demande d'un (01) numéro vert de l'Inspecteur Général des Finances en date du 27 février 2013 ;
  - VU la lettre du Ministre des Droits Humains et de la Promotion Civique en date du 15 juillet 2013 ;
  - VU la décision n°2013-000144/ARCEP/SG/DGSN du 18 juin 2013, portant sur l'ouverture d'un numéro vert pour le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique ;

# DECIDE

**Article 1 :** L'article 1 de la décision n°2013-000144/ARCEP/SG/DGSN du 18 juin 2013, portant attribution sur l'ouverture d'un numéro vert (80 00 11 70) au Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique est modifiée comme suit :

## Au lieu de :

**Article 2 :** Le numéro de la forme **80 00 11 70** est destiné à la lutte anti-corruption pour le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique.

## Lire :

**Article 2 :** Le numéro de la forme **80 00 11 70** est destiné à la **lutte contre les violations des droits humains** pour le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique.

**Article 3 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et publiée au Journal Officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le 26 JUL 2013

Le Président,

### AMPLIATIONS :

- ONATEL S.A
- AIRTEL BURKINA FASO S.A
- TELECEL FASO S.A
- J.O
- Chrono



*Mathurin Bako*  
**Mathurin BAKO**  
Officier de l'Ordre National